

Maison d'arrêt de Basse Terre

Annexe 1

Conduite à tenir lors d'une intervention technique

Prévention à l'agression

Une semaine avant l'intervention :

Fournir copie pièces d'identité personne intervenante



Établissement par l'administration d'une autorisation d'accès

Prévoir

- une tenue de travail avec logo de l'entreprise
- Pièce d'identité
- Réduire l'outillage et matériel au strict minimum
- Listing complet de l'outillage et du matériel utilisé
- Listing consommable de type scie à métaux, disques à tronçonner



INTERDICTIONS



Le jour de l'intervention :

Accueil par un agent du service technique de l'établissement pénitentiaire



inventaire caisse à outils et matériel en fonction du listing

A la porte principale

Vérification d'identité et d'autorisation d'accès



Remise d'un badge bleu « visiteur »



Doit être porté tout au long de l'intervention et de manière lisible



Avant le passage sous le portique, déposez tout objet métallique susceptible de déclencher le signal d'alarme de l'appareil dans les corbeilles prévues à cet effet

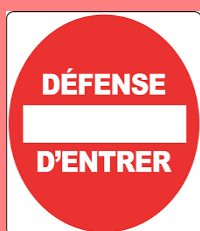
Les visiteurs porteurs d'une prothèse sont invités à se faire connaître auprès du personnel, il peut leur être demandé un justificatif



En cas de déclenchement répété du signal, le personnel procédera à un contrôle par détecteur manuel



En raison de risque particulier, il peut vous être demandé d'accepter une palpation de sécurité. Votre consentement est obligatoire. En cas de refus de votre part, l'accès au site vous sera refusé.



- Un refus de se soumettre à ces formalités entraîne l'impossibilité d'entrer sur le site
- Tout signal persistant sans cause identifié par le personnel entraîne le même effet

Pendant l'intervention



Se signaler à la porte 2



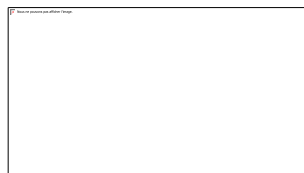
Vous venez de pénétrer en détention

Comportement adapté à la détention



- Aucun mouvement sans accompagnant du service technique
- Le badge bleu doit être visible de tout le personnel pénitentiaire
- la zone de travail doit être balisée et libérée de tout détenu
- le chantier doit être ordonné
- Seul l'outillage nécessaire doit être sorti de la caisse
- Ne jamais perdre des yeux son outillage
- Aucun échange avec la population pénale

En cas d'alarme



- Replis immédiat de l'outillage et du matériel
- Attendre les consignes de l'accompagnateur
- Se diriger vers la sortie dans le calme au point de rassemblement le « CARBET »

- Rangement de l'outillage et du matériel
- Inventaire de la caisse à outil avec l'agent du service technique
- Nettoyage et récupération de **tous les déchets de chantier**
- **Contrôle des scies à métaux et disques à tronçonner en cas de casse récupérer tous les morceaux pour reconstitution de la lame**

En cas de manque d'outillage ou de matériel



Prévenir immédiatement le chef de détention



TOUT EST EN ORDRE

Signaler son départ à la porte 2

A la porte principale

- Rendre son badge bleu
- Récupérer sa pièces d'identité et ses effets personnels

Réglementation

AVERTISSEMENT

Concernant les obligations et les interdictions diverses applicables aux personnes en contact avec la population pénale et peines prévues par le Code Pénal.

Des sollicitations de la part de personnes détenues essayant de faire parvenir clandestinement à l'extérieur ou l'intérieur de l'établissement, de la correspondance, des sommes d'argent, boissons, drogue ou des objets quelconques sont toujours possibles.

Transmissions diverses, communications ou remises d'objets peuvent se présenter sous la forme d'un service anodin, humain, facile, apparemment sans conséquence mais en réalité générateur d'incidents préjudiciables à la discipline et à la sécurité de l'Etablissement.

Les personnes habilitées par leurs fonctions, à approcher à quelque titre que ce soit, les personnes détenues, doivent lire attentivement le recueil de textes réglementaires qui énumère :

- Les obligations et interdictions auxquelles elles doivent rigoureusement se conformer,
- Les peines prévues par le Code Pénal en cas d'inobservation de ces prescriptions.

A/ INTERDICTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES PERSONNES EN CONTACT AVEC LA POPULATION PENALE ET PEINES PREVUES PAR LE CODE PENAL

I - LES PERSONNES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES INTERDICTIONS ET LES PEINES EN CAS D'INOBSERVATION

Indépendamment des défenses résultant des textes législatifs et réglementaires, les
Annexe plan de prévention « conduite à tenir lors d'une intervention technique» 6/8

personnes désignées ci-dessous, en contact avec la population pénale doivent se conformer aux INTERDICTIONS visées à
L'article D.220 et suivants :

- Les agents des services extérieurs de l'Administration Pénitentiaire (personnels de surveillance, socio-éducatifs, techniques, médicaux, administratifs, et de direction),
- Les personnels accomplissant un service quelconque dans un établissement pénitentiaire ou y ayant accès (visiteurs de prison, aumôniers, contremaîtres civils, concessionnaires, fournisseurs, médecins, intervenants extérieurs, etc ...)

En cas d'infraction aux interdictions prescrites et sans préjudice des mesures qui seraient décidées par l'autorité administrative (sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la radiation des cadres pour les agents pénitentiaires, retrait d'agrément ou interdiction d'accès pour les autres personnes), le Code pénal énumère les **PEINES** prévues en la matière, dont les principales sont rappelées ci-dessous au § II.

II - LES INTERDICTIONS

2.1- INTRODUCTION OU SORTIE CLANDESTINE DE SOMMES D'ARGENT, CORRESPONDANCES OU OBJETS QUELCONQUES (Art. D220 al.8 CPP - Art. 248 CP)

Il est interdit aux personnes susvisées de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, de remettre ou faire parvenir à une personne détenue des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement.

2.2 - COMMUNICATION IRRÉGULIÈRE DE PERSONNES DÉTENUES ENTRE ELLES (Art. D220 al.8)

Il est interdit de faciliter ou de tolérer tous moyens de communication irrégulière des personnes détenues entre elles.

2.3 - EMPRISONNEMENT DE 1 MOIS A 5 ANS OU RECLUSION CRIMINELLE A TEMPS DE 10 A 20 ANS

Pour tout fonctionnaire chargé de la garde ou de la conduite des personnes détenues, ainsi que par toute autre personne ayant procuré, facilité ou tenté de procurer ou faciliter une évasion.

2.4 - RECLUSION CRIMINELLE DE 10 A 20 ANS ET RECLUSION CRIMINELLE A PERPETUITE

Il est précisé que si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes,

les gardiens ou conducteurs qui y auront participé encourent la réclusion criminelle à perpétuité, les autres : la réclusion criminelle à temps.

III - AVIS DONNES AUX AUTORITES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Chaque agent pénitentiaire a eu connaissance au cours de la période de formation initiale des principales obligations auxquelles sont soumis les fonctionnaires.

Il importe de rappeler les obligations suivantes, trop souvent oubliées.

B/ OBLIGATIONS ET INTERDICTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU PERSONNEL PENITENTIAIRE

I - OBLIGATIONS DE DISCRETION PERSONNELLE

Tout fonctionnaire est lié par l'obligation de discrétion personnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Le fonctionnaire doit informer ses supérieurs sur ce qu'il sait, mais, par contre, il lui est interdit de communiquer à l'extérieur ou aux personnes détenues certains faits comme :

- Les principes de sécurité de l'établissement (disposition des lieux, régimes de rondes, consignes, etc...)
- Les incidents (tentative de suicide, d'évasion, d'agressions)
- Les personnes détenues (identité, situation pénale, faits, condamnation).

Toute indiscretion est susceptible de nuire à la sécurité de l'établissement ou de porter préjudice aux personnes détenues ou à leur famille.

II – OBLIGATIONS DE DIGNITE (Art. 80 du statut spécial)

« Les fonctionnaires des services extérieurs de l'Administration Pénitentiaire doivent s'abstenir en public, qu'ils soient ou non de service, de tout acte ou propos de nature à déconsidérer le corps auquel ils appartiennent ou à troubler l'ordre public ».